

BILLS—*Suite.*BILL RELATIF A LA MOUNT ROYAL AND TERMINAL COMPANY—*Suite.*

Hon. C. Marcil—Citoyens de Montréal ont à maintes reprises exprimé l'espoir que l'on finira par utiliser l'électricité comme force motrice sur tous les chemins de fer qui sillonnent l'île de Montréal—3533; à l'heure actuelle le fléau de la fumée est intolérable—3533; est-ce que le Parlement n'a pas son mot à dire pour la solution de cette question?—3533.

Hon. J. D. Reid—Parlement a délégué ses pouvoirs à la commission des chemins de fer—3533; question de la fumée tombe sous l'autorité des lois provinciales—3533.

3e lecture—3533.

Sanctionné—4339.

BILL RELATIF AU CREDIT DE \$250,000,000 POUR LA GUERRE.

Sir Robert Borden—Dépose bill (n° 97) accordant à Sa Majesté de l'aide pour les fins de la défense militaire et navale—3448.

1ère lecture—3448.

M. Roch Lanctôt—Mettre mon protégé au *Hansard* contre cette politique insensée et ruineuse pour le peuple de ce pays—3695; opinion du baron Shaughnessy—3695; Gouvernement devrait arrêter le recrutement—3695; avons présentement sous les armes 135,000 hommes—3695; cela prendra douze à quinze mois pour expédier ces soldats de l'autre côté des mers—3695; en arrêtant le recrutement le peuple canadien épargnera cinq à six millions de dépenses par mois—3695; depuis le commencement de cette guerre, nous avons marché comme les vieux pays d'Europe—3696; comme des gens qui ont des fortunes accumulées depuis des siècles, tandis qu'au contraire nous ne sommes que des mendiants comparés aux pays d'Europe—3696; nous devons emprunter chaque piastre pour solder la note de guerre—3696; l'Angleterre a fait beaucoup sur les mers—3697; elle n'a presque rien fait sur terre—3697; politique acceptée par le Parlement sera désastreuse—3697; n'y aura moyen d'en sortir qu'en taxant les revenus et les propriétés—3697; cette politique n'est pas approuvée par le peuple—3698; avons envoyé nos soldats dans les tranchées pour les faire tuer presque sans armes et sans munitions, au commencement de la guerre—3698; avec la politique actuelle nous aurons à payer d'ici à un an 100 millions d'intérêts—3698; nous aurons à servir des pensions pour 30 à 40 millions—3698; revenu diminuera avec le pouvoir d'achat—3698; peuple est mal renseigné et la politique du Gouvernement aurait dû lui être soumise pour être sanctionnée—3698.

2e lecture—3698.

En comité—3699.

Hon. C. Marcil—Canadiens en général se sont montrés empressés à servir dans cette grande guerre—3699; lorsque le

BILLS—*Suite.*BILL RELATIF AU CREDIT DE \$250,000,000 POUR LA GUERRE—*Suite.*

Hon. C. Marcil—*Suite.*

Gouvernement a annoncé que le Canada mettrait 500,000 sous les armes, le service obligatoire n'avait pas été décrété en Angleterre—3699; est-il encore nécessaire de porter nos effectifs à ce chiffre?—3699.

Sir Robert Borden—Gouvernement n'entend pas s'écarter de la déclaration faite le 1er janvier dernier—3700.

3e lecture—3700.

Sanctionné—4339.

BILL RELATIF AU CHEMIN DE FER DE SAINT-JEAN, N.-B., A QUEBEC.

Hon. J. D. Reid—Dépose bill (n° 98) tendant à aider à la construction de certaines lignes de chemin de fer de Saint-Jean, N.-B., à Québec et à confirmer une entente entre la compagnie et les gouvernements du Canada et du Nouveau-Brunswick—3530.

1ère lecture—3530.

2e lecture—3665.

En comité—3665.

3e lecture—3667.

Sanctionné—4339.

BILL RELATIF A LA COUR D'ECHIQUIER.

Hon. C. J. Doherty—Dépose bill (n° 99) tendant à modifier la loi sur la cour d'Echiquier—3564; étendre la juridiction de la cour, de manière à lui permettre de se prononcer sur les questions de valeur purement monétaire—3564.

1ère lecture—3564.

2e lecture—5 mai.

3e lecture—5 mai.

Sanctionné—4339.

BILL RELATIF A L'ACQUISITION DE LIGNES DE CHEMIN DE FER ENTRE LA VILLE DE QUEBEC ET NAIRN-FALLS ET ENTRE LYSTER ET SAINT-JEAN-DES-CHAILLONS.

Hon. R. Rogers—Dépose bill (n° 101) tendant à autoriser l'acquisition de lignes de chemin de fer entre la ville de Québec et Nairn-Falls et entre Lyster et Saint-Jean-des-Chaillons—3785.

Hon. G. P. Graham—Ce projet de loi devrait se fonder sur une résolution—3785.

Hon. R. Rogers—Ce projet se fonde sur une loi de 1915 relative à l'acquisition de lignes d'embranchement—3785; il n'est pas besoin d'une résolution—3785.

Hon. Wm Pugsley—L'article 77 exige une résolution—3785; vaudrait mieux attendre la discussion générale pour formuler nos objections—3785.

M. l'Orateur suppléant—Je ne vois pas qu'on puisse considérer ce projet de loi-ci